

Le statut juridique du Port autonome d'Abidjan

Citation for published version (APA):

Sally, A. M. F. J. (2020). Le statut juridique du Port autonome d'Abidjan. [Doctoral Thesis, Maastricht University]. Maastricht University. <https://doi.org/10.26481/dis.20200526as>

Document status and date:

Published: 01/01/2020

DOI:

[10.26481/dis.20200526as](https://doi.org/10.26481/dis.20200526as)

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Please check the document version of this publication:

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

www.umlib.nl/taverne-license

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

repository@maastrichtuniversity.nl

providing details and we will investigate your claim.

PROPOSITIONS ANNEXÉES À LA THÈSE DE DOCTORAT

1. La libéralisation de la gestion du PAA permettra à l'État ivoirien de promouvoir une nouvelle répartition des compétences entre acteurs publics et privés. Cela permettra, à la fois, de préserver l'assise ou le rayonnement du PAA tout en restaurant la concurrence entre les usagers du port qui n'existait pas ou était entravée par des réglementations excessives et restrictives.
2. Dissocier les missions d'autorité d'avec les missions à caractère industriel et commercial. D'où la nécessité de scinder le PAA en deux entités juridiques distinctes à l'image de la réforme entreprise au complexe portuaire Tanger-Méditerranée. L'une des deux nouvelles entités juridiques serait chargée des missions de réglementation, l'autre serait investie de la mission d'exploiter les terminaux à conteneurs et autres activités de prestation.
3. Inclure les collectivités territoriales ivoiriennes parmi les actionnaires de la société d'économie mixte qui devrait, à terme, reprendre l'exploitation des terminaux à conteneurs et autres activités de prestation lorsque le PAA viendrait à être scindée en deux entités juridiques distinctes. Ce faisant, elles bénéficieraient de ressources nécessaires à leur développement et, corrélativement, réduiraient significativement leur grande dépendance à l'égard des subventions étatiques qui se révèlent insuffisantes.
4. L'État devra se réapproprier ses prérogatives en matière de sûreté sur la plateforme portuaire. Ces prérogatives sont actuellement dévolues à un opérateur privé alors que les pouvoirs de police sont une exclusivité de l'Administration publique.
5. Concéder le pilotage et le lamanage des navires en escale au PAA à des opérateurs privés afin que l'Autorité portuaire se recentre sur les activités de sûreté et de sécurité de la plateforme portuaire.
6. L'État devrait privilégier la conciliation avec les opérateurs privés qui, par inadvertance, viendraient à ne pas se conformer à la réglementation portuaire.
7. L'Autorité portuaire devrait privilégier l'équité dans le traitement réservé aux usagers et autres opérateurs privés du PAA, dans un but d'intérêt général. Cette option permettra à l'Autorité portuaire de briser la constitution de monopole dans l'exécution des activités concédées aux privés.
8. Au regard de l'importance indéniable des ports autonomes pour l'économie des Etats membres de l'UEMOA, ceux-ci devraient instituer, au moyen d'un traité, une juridiction communautaire investie de la compétence exclusive pour connaître du contentieux commercial, portuaire ou domanial dans lequel un ou plusieurs ports autonome(s) des Etats membres de l'UEMOA serai(en)t partie(s).
9. Le PAA pourrait s'investir dans la protection de l'environnement en aidant au financement de réserves naturelles partielles créées par les communautés villageoises.
10. Le PAA pourrait initier des prix d'incitation au reboisement dont la compétition mettrait aux prises les collectivités territoriales ivoiriennes.
11. Le PAA pourrait initier des bourses d'études universitaires finançant les travaux de recherche relatifs à la mise en œuvre du développement durable en Côte d'Ivoire.